

Questions orales

L'hon. Ray Hnatyshyn (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, non seulement je suis fier de représenter l'Ouest au cabinet, mais je dirais au député que s'il a l'occasion d'aller dans cette région, il devrait vérifier ce qu'il en est. Toute insinuation quant à l'existence de liens entre ces deux projets n'est peut-être pas nécessairement irrecevable, car je ne voudrais pas empiéter sur vos prérogatives, monsieur le Président, mais elle est en tout cas malveillante et fautive.

* * *

L'ÉCONOMIE

LE PROJET DE CRÉATION D'UN OFFICE CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au député de Yellowhead, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il sait fort bien à quel point la situation économique est grave dans l'ouest du pays et particulièrement en Alberta et en Colombie-Britannique. Il n'ignore probablement pas que ce matin, nous avons appris que le taux de chômage en Alberta n'avait pratiquement pas changé et qu'en Colombie-Britannique, la situation s'était même aggravée. Il sait sans doute aussi que les habitants de l'Ouest ne veulent pas d'un traitement spécial; ils souhaitent simplement être traités de façon juste et équitable, à l'instar des autres régions du pays.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'ignore pas qu'il y a trois ans, son gouvernement et lui-même ont promis la création d'un office d'expansion économique au Canada chargé d'apporter une aide financière aux entreprises économiques communautaires, particulièrement dans l'ouest du pays. Le secrétaire d'État pourrait-il nous expliquer pourquoi on n'a absolument pas donné suite à cette promesse faite il y a trois ans? Si des mesures doivent être prises à ce sujet, quand le seront-elles?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le leader parlementaire du Nouveau parti démocratique, à moins que sa situation n'ait changé à la suite d'un récent coup de téléphone, n'est pas sans savoir, du fait de ses liens étroits avec l'ancien gouvernement libéral, que depuis l'élection d'un gouvernement conservateur au niveau national, on accorde beaucoup plus d'attention à l'économie de l'Ouest.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Le Programme énergétique national a été supprimé, à l'instar de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, le déficit est à la baisse, et comme il s'y était engagé avant son arrivée au pouvoir, en septembre 1984, le gouvernement a entrepris de régler les uns après les autres toutes les questions soulevées par les habitants de l'Ouest, qu'il s'agisse de l'aide à l'agriculture, au secteur énergétique ou à d'autres secteurs de l'économie.

LA STRATÉGIE DE DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, le secrétaire d'État a signalé la disparition de toute une série de choses sur le plan politique. Je voudrais lui rappeler que le député d'Edmonton—Strathcona a également disparu de son caucus. Le seul député albertain qui soit intervenu au nom des Albertains a été mis à la porte du caucus. Ce n'est pas ainsi que les habitants de l'Ouest entendent se faire représenter. Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse également au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il s' imagine que la situation s'est améliorée dans l'Ouest. Qu'il retourne à Yellowhead et qu'il aille faire un tour dans sa circonscription pour voir de quelle manière les véritables Albertains vivent sous le nouveau régime fédéral.

En Colombie-Britannique, la situation s'est encore détériorée depuis un mois. A une époque de l'année où le chômage est d'habitude en baisse, il est en train de remonter.

• (1130)

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il nous dire si la stratégie de diversification de l'économie de l'Ouest va aussi s'appliquer à cette province? Dans l'affirmative, quand va-t-on ouvrir un bureau? Et si jamais on en ouvre un, va-t-on débloquer de nouveaux crédits et le doter de ses propres effectifs et de ses programmes, ou se servir du personnel et des programmes déjà en place?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député de Kamloops—Shuswap est bien la dernière personne qui devrait me parler de députés qui songent à quitter leur caucus.

Puisque la question a été soulevée, j'ai certaines précisions à donner en ce qui concerne Yellowhead. Je m'y suis rendu dernièrement pour présenter le document *Aller sans entraves*, que le gouvernement a déposé à la Chambre. Cette initiative législative a déjà permis d'agrandir considérablement une usine à Hinton. S'il est adopté, le projet de loi donnera lieu à d'autres projets.

Or, il se trouve que cette mesure tendant à mettre un terme au préjudice que l'ouest du Canada subit depuis toujours soulevé, au Parlement, l'opposition d'une alliance impie entre le NPD et les chemins de fer du CP.

M. Riis: Les réponses du secrétaire d'État aux Affaires extérieures deviennent de plus en plus loufoques. Les citoyens de l'Alberta...

Des voix: Oh, oh!

M. Riis: Si j'étais député de l'Alberta, je ferais mieux pour ma province que de lancer des coups bas au cours de la période des questions.

Soutenez les intérêts de votre province, défendez vos électeurs. Faites autre chose que de démolir l'un de vos collègues.

Des voix: Oh, oh!